

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 27 (1990)  
**Heft:** 992

## Titelseiten

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 21.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Révision constitutionnelle à l'heure européenne

Ce printemps, on voit pousser, comme des primevères, les projets de révision de la Constitution fédérale. Dans les milieux écologistes renaît l'idée d'une constitution verte, selon le projet proposé il y a quelques années par les professeurs Müller et Koelz. Le mouvement Patria plus veut le renouveau de la tradition de la démocratie directe et l'élimination des structures intermédiaires qui, aujourd'hui, créent l'immobilisme politique et l'aliénation des citoyens par rapport à leur Etat. Pour remédier à l'immobilisme du bicaméralisme, un groupe d'idéalistes rêve de l'abandon du Conseil des Etats, alors qu'un autre, plus réaliste, prône une sorte de prérogative du Conseil national sur la petite chambre en cas de divergence. Deux parlementaires du groupe radical, M. Petitpierre de Genève et M. Rhinow de Bâle-Campagne, osent exprimer deux idées inimaginables il y a peu pour les

élites politiques: la réorganisation du Conseil fédéral et la professionnalisation du parlement.

Est-ce le début d'une vague populaire qui réclame une révision totale de nos institutions démocratiques, rendant productif le «nouveau malaise helvétique»? A peine, si l'on considère le caractère hétéroclite des idées et de leurs protagonistes. Et ceux qui ont vécu l'histoire douloureuse et l'échec indigne du projet de la révision totale de la Constitution fédérale de 1977 restent certainement sceptiques. Les questions constitutionnelles n'avaient jamais fait bouger les masses. Cependant, deux facteurs fondamentaux diffèrent de l'entreprise de 1977. D'abord, beaucoup des propositions ne visent pas la révision totale et formelle article par article, mais le noyau de la Constitution, qui concerne les

WL

(suite en page 2)

## NUCLÉAIRE

### Désinformation

(jd) On a pu lire récemment dans la presse suisse que 700 membres de l'Académie nationale des sciences, 49 prix Nobel ainsi que le célèbre écologiste antinucléaire Amory B. Lovins s'étaient adressés au président Bush pour soutenir le développement de l'industrie nucléaire afin de lutter contre le réchauffement de la planète. Un revirement remarqué et qui vient à point pour conforter le camp pronucléaire helvétique dans sa campagne contre les initiatives populaires pour le moratoire et l'arrêt des centrales nucléaires.

L'information est fautive. Les scientifiques, dans un des points de leur déclaration, ont simplement rappelé que le programme nucléaire existant devait garantir la protection de la santé et la sécurité de la population, trouver une solution au stockage des déchets et empêcher de manière stricte la diffusion de matériel nucléaire à des fins militaires. Renseignements pris outre-Atlantique, il

s'avère que les signataires sont toujours fermement opposés au développement de l'énergie nucléaire, qu'ils doutent que les problèmes de santé, de sécurité et de stockage soient aujourd'hui résolus et qu'une installation nucléaire sûre puisse être construite.

A propos de la politique énergétique qu'ils préconisent pour combattre l'effet de serre, ils ont voulu simplement rappeler au président américain leurs exigences à l'égard du parc nucléaire en activité.

On le sait, la fuite en avant nucléaire ne constitue pas la solution-miracle contre l'effet de serre: pour diminuer de 10% les émissions de CO<sup>2</sup>, il faudrait doubler le parc nucléaire helvétique. La contribution la plus décisive pour stopper le réchauffement de l'atmosphère passe par les économies d'énergie et la promotion des énergies renouvelables. Néanmoins on peut parier que cette fautive information fera les beaux jours de la campagne référendaire de cet automne: il est tellement plus confortable de se bercer d'illusions que de remettre en cause ses certitudes.